



Mission de l'Organisation  
des Nations Unies pour  
la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

# ECHOS *de la* MONUSCO

8 MARS

L'heure est venue de  
transformer la vie des  
femmes

8 mars  
2018



**Résolution 2409 : Elections et protection des civils**

# Nouveau mandat de la MONUSCO, priorité aux élections en décembre 2018 et à la protection des civils

✍ Par Charles Antoine Bambara\*

**L**a nouvelle Résolution 2409 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a reconduit le mandat de la MONUSCO pour un an, avec les mêmes effectifs. Il fixe trois tâches prioritaires : la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 sur les élections, l'appui au processus électoral, mais la protection des civils demeure au cœur du mandat comme une tâche éminemment essentielle.

A ce propos, la MONUSCO doit continuer à exécuter son mandat avec une flexibilité et une mobilité accrues. Le Conseil de sécurité recommande à la mission de rationaliser ses structures de commandement et de contrôle afin d'accroître l'efficacité et d'améliorer la coordination entre toutes ses composantes. Quant à la Brigade d'intervention, la résolution renouvelle son mandat de neutralisation et de désarmement des groupes armés afin de contribuer à la réduction des menaces que posent les groupes armés contre l'autorité de l'Etat et la sécurité des personnes et des biens, et ensuite créer l'espace pour les actions de stabilisation.

Concernant les élections, la MONUSCO doit apporter son appui politique à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 ainsi que son assistance technique et son soutien logistique au processus électoral. La MONUSCO est aussi appelée à accompagner ce processus électoral jusqu'à l'installation des autorités qui seront élues. La résolution appelle toutes les parties congolaises, y compris le président Joseph Kabila, à mettre en œuvre l'accord de la Saint-Sylvestre, y compris les mesures de décripation prévues. C'est notamment la libération de tous les prisonniers politiques et l'abandon des « poursuites injustifiées » comme l'indique l'accord. La résolution souligne la nécessité de faire tout ce qui est possible pour que ces élections se tiennent le 23 décembre 2018, dans des conditions de transparence, de crédibilité, d'inclusivité et de sécurité.

En outre, cette résolution appelle les autorités congolaises à respecter

les droits de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier le droit de se réunir pacifiquement, et à lever l'interdiction de manifestations, et à exercer le maximum de retenue dans leur réponse aux manifestations. En même temps, le Conseil de sécurité appelle les acteurs de l'opposition de faire preuve de responsabilité en garantissant le caractère pacifique de leurs manifestations.



Par ailleurs, le mois de mars – c'est connu – est le mois des femmes. Pour cette année 2018, le thème retenu par les Nations Unies pour le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes était : « *L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes* ». A ce thème mondial la République démocratique du Congo a ajouté un sous thème national, à savoir « *Investir dans la force productrice de la femme rurale, priorité de la RDC* ».

Si les préoccupations majeures au plan mondial sont les mêmes, à savoir la promotion de la liberté de la femme, la parité et l'égalité en droits, homme / femme reste une constante, en RDC, la Journée consacrée aux droits des femmes est célébrée de différentes manières tant que les problèmes auxquels les femmes sont confrontées sont différents et divers selon les provinces du pays. Dans la province de l'Ituri par exemple c'est dans la désolation que la Journée a été célébrée, suite au déplacement massif des populations du territoire de Djugu où un conflit oppose Hema et Lendu depuis le début de cette année.

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres à travers les actions concrètes qu'il engage, donne une position de leadership à l'Organisation. Gageons que cela puisse faire tache d'huile à travers le monde et que la voix des femmes soit mieux entendue et plus respectée.

\*Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO

## SOMMAIRE

### 3 Point de vue

La guerre des sexes n'aura pas lieu

### 4 Vie de la Mission

Un nouvelle feuille de route pour la MONUSCO

5 "Les juristes nommés par le Secrétaire général de l'ONU sont là pour assister la juridiction congolaise", dit le procureur canadien Robert Petit

6 En visite à Goma la SRSG Leila Zerrougui s'entretient avec le Gouverneur du Nord-Kivu

### 7 Humanitaire

13 millions des Congolais ont urgemment besoin d'aide

### 8 Dossier 8 mars

L'heure est VENUE !

10 Le 8 mars : une journée célébrée de différentes façons à travers le pays...

14 "les femmes sont aujourd'hui considérées comme actrices de la cohésion des communautés et de la pacification

### 26 Protection

La MONUSCO condamne des attaques ciblées contre des civils et renforce sa présence en Ituri

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de l'Information Publique  
Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité des Publications  
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef  
Léonard Mulamba

Infographiste  
Jésus Nzambi Sublime

Photographes  
Michael Ali, John Bompengo

#### Contributeurs

Amadou Ba, Guy Karema, Jean Pierre Elali, Nouko Gweny Ange, Joël Bofengo, Nana Rosine Ngangoue, David Fundi, Rosalie Zawadi, Marcelline Comlan, Bilamekaso Tchagbele, Alain Coulibaly, Major Pranay Kala, Jean Kuate, Tom Tshibangu, Cynthia Mudikal, Achille Muhyahya, Bernardin Nyangi

# La guerre des sexes n'aura pas lieu

✎ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

**N**on elle n'aura pas lieu et ceux qui s'y attendent peuvent désespérer. Car il ne s'agit point de cela lorsque l'on parle de féminisation, de parité et d'égalité. De quoi s'agit-il alors ? Il s'agit de redresser la barre, il s'agit de partager, il s'agit d'ouvrir les yeux et de constater sinon d'accepter que le monde a changé, que les femmes y ont une grande place. *“En ce moment décisif pour les droits des femmes, il est grand temps que les hommes se battent à leurs côtés, les écoutent et apprennent d'elles. Si l'on veut que les femmes puissent réaliser pleinement leur potentiel et tirer nos communautés, nos sociétés et nos économies vers le haut, il nous faut impérativement appliquer deux principes : celui de la transparence et celui de la responsabilité”*, dit Antonio Guterres dans son message délivré à l'occasion de la célébration de la Journée de lutte pour les droits des femmes. Il s'agit effectivement comme le conseille le Secrétaire général des Nations Unies, d'œuvrer ensemble pour une paix des braves et que, ceux qui n'ont pas compris qu'une nouvelle ère s'est levée sur la planète Terre, aillent gentiment vivre sur une autre planète.

Guterres m'inspire décidément mais c'est parce que l'Organisation qu'il dirige soutient les femmes du monde entier dans leur combat contre les injustices qu'elles subissent. Avec l'aide de l'ONU, le nombre de filles scolarisées a augmenté ; celui des femmes dans la sphère politique et les organisations internationales ne fait que s'accroître ; les pratiques traditionnelles néfastes comme les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants sont en baisse constante dans de nombreux pays. *“Nous vivons actuellement un moment décisif pour les droits des femmes. Les inégalités historiques et structurelles qui ont fait le lit de l'oppression et des discriminations n'ont jamais été dénoncées si unanimement. De l'Amérique latine à l'Europe en passant par l'Asie, sur les réseaux sociaux, les plateaux de cinéma, dans les usines et dans la rue, les femmes appellent à un changement durable et réclament la tolérance zéro à l'égard des agressions, de la discrimination et du harcèlement sexuels sous toutes leurs formes”*, il ne fait que constater qu'une *“Révolution”* est née et que plus jamais les femmes ne se tairont sur les injustices qu'elles subiront. Le militantisme et la persévérance de générations de femmes ont porté leurs fruits, cette *“Révolution”* aussi portera ses fruits. Des fruits que les femmes ne souhaitent pas amères au goût des hommes puisque tel n'est ni le sens, ni l'objectif de cette révolte.



Une femme prenant la parole lors d'un échange à Kalemie, Tanganyika

Comme Guterres, des hommes ont été à la pointe du combat pour une reconnaissance des droits des femmes, pourquoi le nier. Un nom me vient à l'esprit : Feu le Capitaine Thomas Sankara. Lors de sa dernière adresse, à l'occasion du 8 mars 1987, il scandait : *“Camarades, aucune révolution, et à commencer par notre révolution, ne sera victorieuse tant que les femmes ne seront pas d'abord libérées. Notre lutte, notre révolution sera inachevée tant que nous ne comprendrons pas qu'il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée. Que jamais mes yeux ne voient une société, que jamais, mes pas ne me transportent dans une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sorties de leurs entrailles d'opprimées”*.

En fait il ne faisait que traduire en mots l'acte posé le 8 mars 2018, en Espagne, où 5 millions de femmes, dans un mouvement de grève générale, pour réclamer la parité salariale, ont paralysé l'économie du pays et démontré par-là, l'utilité de leur présence dans le milieu professionnel.

Les hommes commencent à comprendre que les femmes ne leur veulent aucun mal, c'est juste que les temps ont changé et qu'il faut déconstruire les stéréotypes pour avancer ensemble. Alors moi je dis que la guerre des sexes n'aura pas lieu car la paix des sexes elle, est en bonne route. ■

# Une nouvelle feuille de route pour la MONUSCO

Adoptée à l'unanimité des 15 membres du Conseil de Sécurité, en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, la Résolution 2409 du 27 mars 2018 qui prolonge d'une année le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo a fixé les priorités suivantes : les 16000 soldats, les civils et la Police doivent protéger les populations, suivre la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 et veiller à l'organisation des élections, dans le délai fixé par la Commission Electorale Nationale Indépendante. En voici le résumé.

✎ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

**L**e nouveau mandat de la MONUSCO intervient dans un contexte électoral tendu en RDC, nul ne l'ignore. Son adoption montre la détermination de la Communauté internationale à accompagner coûte que coûte la stabilisation du pays et son processus électoral en cours.

Insistant d'abord sur la protection des civils, le Conseil demande à la MONUSCO de continuer à "exécuter son mandat avec une flexibilité et une mobilité accrues. Il lui recommande de rationaliser ses structures de commandement et de contrôle afin d'accroître l'efficacité et d'améliorer la coordination entre toutes ses composantes". Les priorités sont notamment d'assurer une protection "efficace, dynamique et intégrée" des civils menacés de violences physiques. Quant à la Brigade d'intervention, la résolution renouvelle son mandat de "neutralisation



Une vue de la séance du Conseil de Sécurité siégeant sur la RDC

et de désarmement des groupes armés afin de contribuer à la réduction des menaces que posent les groupes armés pour l'autorité de l'Etat et la sécurité des civils, et de créer l'espace pour les activités de stabilisation". Chose nouvelle, son Commandement est confié au chef de la Force de la Mission. Une Force qui a reçu comme autre consigne de protéger les travailleurs des Nations Unies et ses installations en RDC

Concernant les élections, il est demandé à la MONUSCO de "faire tout ce qui est possible afin d'assurer que les élections du 23 décembre 2018 soient organisées avec les conditions requises de transparence, de crédibilité, d'ouverture et de sécurité". La Mission doit apporter son appui politique à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 ainsi que son assistance technique et son soutien logistique au processus électoral. La MONUSCO est aussi appelée à accompagner ce processus électoral jusqu'à l'installation des autorités qui seront élues. Insistant sur ce point, le Conseil prie le Secrétaire général des Nations Unies de mettre en place un plan de contingence pour étudier toutes les options afin de parer à toutes les éventualités.

La partie congolaise n'a pas été oubliée

dans cette nouvelle Résolution. Le Conseil de Sécurité demande à tous les acteurs politiques, y compris le président Joseph Kabila, de mettre en œuvre l'Accord de la Saint-Sylvestre, y compris les mesures de décripation prévues. C'est notamment la libération de tous les prisonniers politiques et l'abandon des "poursuites injustifiées" comme l'indique l'Accord. En outre, la Résolution appelle les autorités congolaises à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier le droit de se réunir pacifiquement, et à lever l'interdiction de manifestations, et à exercer le maximum de retenue dans leur réponse aux manifestations. En même temps, le Conseil de sécurité appelle les acteurs de l'opposition de faire preuve de responsabilité en garantissant le caractère pacifique de leurs manifestations.

Pour rappel, la MONUSCO est présente en RDC depuis le 1er Juillet 2010. Elle a succédé à la MONUC installée en 1999, à la suite des Accords dits de Lusaka, signés entre les belligérants d'une crise qui avait embrasé le pays.

Votre magazine Echos de la MONUSCO reviendra plus en détails, sur ce nouveau mandat de la Mission dans son prochain numéro. ■



Le procureur Robert Petit (en cravate) à l'arrivée à l'aéroport de Kananga

## “Les juristes nommés par le Secrétaire général de l’ONU sont là pour assister la juridiction congolaise”, dit le procureur canadien Robert Petit

Une année s’est écoulée depuis la mort de deux experts de l’ONU tués en RDC. Mandatés par le Secrétaire général des Nations Unies, l’Américain Michael Sharp et la Suédoise Zaida Catalan enquêtaient sur les violences dans le Kasai lorsqu’ils ont été assassinés le 12 mars 2017 à Bukonde. Le 30 octobre 2017, le Secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres, a nommé le procureur canadien Robert Petit pour diriger une équipe d’experts onusiens chargée d’appuyer l’enquête de la justice congolaise sur l’assassinat de Zaida Catalán et Michael Sharp et de leurs accompagnateurs congolais. Dans l’entretien qui suit, Robert Petit nous parle du travail de son équipe.

✎ Propos recueillis par Joël Bofengo/MONUSCO

**M**onsieur Robert Petit bonjour, vous avez été nommé par le Secrétaire général de l’ONU pour diriger une équipe des experts chargés d’appuyer l’enquête de la justice congolaise sur la mort de Zaida Catalán et Michael Sharp et de leurs accompagnateurs congolais. En quoi consiste précisément le travail de votre équipe ?

Le travail est d’assister la juridiction congolaise dans son travail. La responsabilité juridictionnelle, légale et morale aussi est évidemment congolaise ; les crimes ayant survécu dans le territoire et la République s’est engagée à mener une enquête complète et transparente. Le Secrétaire général, les Nations Unies et le Conseil de sécurité ont voulu diligenter ce mécanisme pour assister la juridiction congolaise. Donc, les collègues seront avec les instances appropriées pour leur faire bénéficier de leurs expériences et leurs expertises

et pour assister la justice congolaise à compléter le processus.

**Donc, il ne s’agit pas d’une enquête parallèle à celle de la justice congolaise mais d’une collaboration ?**

Absolument pas. La juridiction, elle est uniquement congolaise. C’est la responsabilité de la juridiction congolaise de mener cette enquête. Nous ne sommes là que pour l’assister à s’acquitter de cette responsabilité.

**Par assister, qu’est-ce que vous entendez précisément ?**

C’est de faire bénéficier aux collègues congolais de l’expérience acquise par les membres de l’équipe dans d’autres juridictions et aussi ici. Il y a des gens qui ont travaillé ici et dans d’autres juridictions internationales; de leur faire bénéficier donc de cette expérience, de cette perspective. Vous savez tout le monde a sa manière de travailler. Amener des perspectives différentes peut aider.

**Est-ce que vous avez déjà commencé à travailler avec les autorités judiciaires congolaises ?**

Oui. Nous sommes ici depuis le mois de novembre 2017. Les collègues ont commencé à travailler avec la juridiction militaire qui est la juridiction qui est sur ce dossier pour les assister dans leurs enquêtes.

**Où en est le procès sur l’assassinat des deux experts de l’ONU et de leurs accompagnateurs ?**

Comme je vous l’ai dit, notre assistance est au niveau de l’enquête. La juridiction du tribunal est saisie, elle mènera le procès de la manière qu’elle entend. Je ne peux pas parler pour elle.

**Le procès ne se tient plus depuis plusieurs mois déjà ...**

Le procès est suspendu effectivement. Comme je l’ai dit, je ne peux pas parler pour le tribunal. Je ne sais pas quand il va le reprendre.

**Est-ce que la justice continue de rechercher des suspects ?**

Absolument. Une des prérogatives de l’enquête c’est d’être confidentielle pour des raisons évidentes. L’enquête continue et elle va se poursuivre jusqu’à la satisfaction des autorités congolaises ou de leur décision.

**Monsieur Robert Petit, merci beaucoup. ■**

# En visite à Goma la SRSG Leila Zerrougui s'entretient avec le Gouverneur du Nord-Kivu

La Cheffe de la MONUSCO Leila Zerrougui a effectué sa première visite à Goma le jeudi 22 mars 2018 dans le cadre de la série des visites de prise de contact qu'elle entreprend sur le terrain depuis sa nomination à la tête de cette mission. Dès son arrivée elle a eu une séance de travail avec le Gouverneur du Nord-Kivu, entouré des membres du comité provincial de sécurité

✂ Par Bernardin Nyangi et Amadou Ba/MONUSCO



Rencontre chaleureuse entre le Gouverneur du Nord-Kivu et la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC

**D**ans une déclaration faite aux médias locaux à sa sortie d'audience, la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC a souligné que ce déplacement dans la capitale du Nord Kivu constitue une occasion pour identifier les menaces sécuritaires auxquelles fait face la population de cette province. Leila Zerrougui est revenue sur l'importance de travailler en synergie avec les autorités congolaises, pour ramener la paix, mais aussi avec la population congolaise pour aboutir à des élections apaisées.

Elle a qualifié cet entretien de très positif : *“Nous avons eu une discussion franche pour identifier les problèmes, mais aussi les solutions et comment on peut ensemble travailler pour réduire la menace des groupes armés, pour ramener la paix et la sécurité dans la région, pour donner des opportunités à la population du Nord-Kivu. Et surtout qu'on est dans un contexte électoral, comme vous le savez, il faudrait qu'on travaille ensemble pour que cette opportunité qui s'offre aux congolais soit une opportunité pour*

*plus de stabilité, et pas pour préparer une instabilité encore. Vous savez, nous avons surtout une coordination, une collaboration. L'identification ensemble des menaces, l'identification des moyens. Je disais dans la discussion avec mes partenaires, il y avait les militaires et il y avait les policiers et j'ai dit, il y a beaucoup de choses qu'on peut faire en dehors des réponses militaires et qui peuvent réduire les menaces”.*

De son côté, le Gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, s'est réjoui de cette première visite de la cheffe de la MONUSCO et se dit optimiste pour une franche collaboration entre le Gouvernement et la MONUSCO, seule voie, selon lui, pour ramener la paix et cheminer vers les élections.

La représentante spéciale a ensuite eu un briefing avec ses collaborateurs d'Ops East élargi aux chefs de sections du bureau du Nord Kivu. La patronne de la MONUSCO a poursuivi le vendredi 24 mars ses réunions dans un premier temps avec les ONG et agences humanitaires opérant dans le Nord Kivu.

Les échanges ont porté sur la lancinante question de la baisse drastique des fonds alloués par les bailleurs mais aussi sur les difficultés d'accès dans les zones d'intervention pour des raisons à la fois financières et sécuritaires. Dans un deuxième temps, Mme Leila Zerrougui a tenu une séance de travail avec les représentants de la Société civile. Les échanges ont porté sur le processus électoral en cours et sur le mandat de la protection des civils.

Avant de regagner Kinshasa au terme de sa visite Madame Leila Zerrougui s'est rendue au Parlement des enfants de Goma pour rencontrer les membres de ce parlement et pour s'enquérir de la situation des enfants dans le Nord Kivu. ■



Mme Zerrougui, en séance de travail avec ses collaborateurs

Malheureux constat du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Affaires humanitaires :

# 13 millions des Congolais ont urgemment besoin d'aide

Par Jean Pierre Elali/MONUSCO

“**L**a crise humanitaire en RDC est importante. Il faut agir vite et ensemble pour venir en aide à quelque 13 millions des Congolais dans le besoin”. C’est à la fois un constat et un message du Secrétaire général adjoint des Nations unies aux Affaires humanitaires devant la presse mardi 14 mars à l’aéroport international de N’djili, à l’issue d’une mission de deux jours en RDC. M. Mark Lowcock annonce par ailleurs la tenue en avril prochain d’une conférence de haut niveau sur la crise humanitaire en RDC.

“Nous sommes témoins de la souffrance humaine dans l’une des plus grandes et tragiques crises humanitaires du monde”. Ce sont là les propos du secrétaire général adjoint Mark Lowcock, devant la presse après sa visite à Kalemie dans le Tanganyika.

Faisant le rapport de la situation humanitaire en RDC devant le conseil de sécurité des Nations Unies le 19 mars dernier, Mark Lowcock a peint un tableau dramatique de cette crise humanitaire accentuée par un important déplacement interne de la population qui touche 4,5 millions des personnes. Ce qui en fait la plus importante population déplacée du continent africain.

Il y a eu aussi l’exposé de madame Jeanine Bandu Bahati et de l’abbé Donatien Shole, respectivement coordonatrice de l’ONG “Encadrement des femmes indigènes et des ménages vulnérables” et Secrétaire Général et porte-parole de la Commission Episcopale Nationale du Congo (CENCO).

Durant son séjour sur le sol congolais, le chef de l’humanitaire aux Nations unies n’a pas caché son exaspération devant les conditions de vie horribles des personnes, victimes de l’insécurité due aux conflits. C’est notamment à Kalemie où il a visité les centres d’accueil des déplacés de Katanika et de Kalunga. Là, il a rencontré les femmes et les jeunes qui y vivent depuis environ deux ans. Ces derniers ont exposé les conditions qui sont, somme toute, très difficiles. Certaines déplacées sont obligées de travailler comme femmes de ménage pour survivre. Les hommes recourent à la chasse pour survenir aux besoins de leurs familles. Et ce, nonobstant l’assistance des ONG humanitaires. Mark Lowcock a également rencontré les acteurs humanitaires locaux ainsi que le gouverneur du Tanganyika Richard Ngoy Kitangala. Les déplacés de Kalemie viennent des plusieurs territoires. Ils avaient fui les affrontements entre pygmées et bantous.



Don en nourriture apporté par la MONUSCO dans un site des déplacés à Kalemie

M. Lowcock considère que la crise dans le Tanganyika est représentative de la situation humanitaire dans le pays. Il faut, selon lui, agir vite et ensemble, pour venir en aide à quelques 13 millions des Congolais dans le besoin.

Une façon concrète de parer au plus pressé, c’est l’annonce faite par M. Lowcock, dans la foulée, d’une conférence de haut niveau au mois d’avril 2018 à Genève. Objectif : faire un plaidoyer afin de mobiliser 1,7 milliard de dollars pour juguler la crise humanitaire en RDC.

A l’aéroport international de N’djili peu avant de quitter la RDC, M. Lowcock a rappelé l’engagement des autorités congolaises. “Le gouvernement a déclaré qu’il allait mettre plus d’argent à l’aide humanitaire, a-t-il dit. Ils ont accepté d’alléger la procédure de délivrance de visas pour les travailleurs humanitaires. De diminuer les droits de douane et le délai de réponse pour les importations humanitaires, y compris pour les médicaments et la nourriture”.

Pour la ministre du Commerce extérieur des Pays Bas, Madame Sigrid Kaag, qui a fait partie de la délégation, il faut agir maintenant. Il faut agir maintenant pour prévenir le pire qui ne devrait pas se passer et en même temps, alléger, adoucir les conditions humanitaires qui persistent dans la région.

Après la conférence de presse, le Secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et sa délégation se sont aussitôt envolés pour New York. ■



# L'heure est VENUE !

**Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice Exécutive d'ONU-Femmes :  
« La culture de la pauvreté basée sur le genre, la maltraitance et  
l'exploitation doivent disparaître avec l'avènement d'une nouvelle  
génération ancrée dans une égalité durable. »**

Faisant écho au thème prioritaire de la 62<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, la Journée de lutte pour les droits des femmes a célébré les activistes qui travaillent sans relâche à revendiquer les droits des femmes et à réaliser leur plein potentiel. A cette occasion, Madame Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes, a souligné que le thème de cette année illustre la vie trépidante des femmes activistes, dont la passion et l'engagement ont assuré l'acquisition des droits des femmes au fil des générations. Il s'agit aussi, dit-elle, de célébrer « un mouvement mondial sans précédent pour les droits des femmes, l'égalité, la sécurité et la justice, en reconnaissant le travail inlassable des activistes qui a été d'importance cruciale dans l'initiative planétaire en faveur de l'égalité des sexes ». Cette année, le thème de la Journée internationale des femmes du 8 mars était « L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes ».

✎ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

**C**e thème s'inscrit en droite ligne d'un mouvement mondial, sans précédent et irréversible, en faveur des droits des femmes, de l'égalité et de la justice. Le harcèlement sexuel, la violence et la discrimination à l'encontre des femmes ont fait la une des médias et ont fortement suscité un débat public ; tout ceci porté par des activistes décidées

à ce que plus rien ne soit comme avant. Ce grand mouvement qui peut se résumer en effet par *"l'heure est venue"* a pris la forme d'une vague qui, indéniablement, avec des marches, des campagnes, de la sensibilisation médiatique, a permis un changement de perception et de comportements dans les relations hommes-femmes. *"Nous saluons les femmes qui ont courageusement plaidé pour pouvoir*



négative. Dans le cadre de la valorisation de l'image de la femme, de son travail et de son bien-être, l'activiste permet de dire et montrer que lorsqu'elles sont aidées, les femmes acquièrent plus d'assurance, elles deviennent compétentes et savent faire valoir leurs droits. Elles occupent des postes de responsabilité, des fonctions élevées et électives, elles créent des entreprises améliorant le bien être des employés hommes comme femmes. L'activisme doit permettre de changer la manière dont sont perçues les femmes, de mieux les écouter, de les regarder autrement. *"Un mouvement de femmes capables d'aborder ces questions est d'importance cruciale, mais nous avons aussi besoin d'un mouvement d'hommes féministes"*.

### Soutenir les femmes rurales résilientes

Les femmes rurales, qui représentent plus d'un quart de la population mondiale, constituent la main d'œuvre agricole à hauteur de 43%, ne détiennent que 20% des terres, méritent que leur sort soit pris en compte et des solutions trouvées. Cette mise en exergue est aujourd'hui la bataille d'activistes qui, sans relâche portent la voix des femmes haut et fort. Phumzile Mlambo-Ngcuka, de confirmer que *"ce que nous voyons aujourd'hui est en fait une mise en commun du courage des femmes partout dans le monde, une démonstration de la puissance qui se dégage lorsqu'on parle d'une même voix en réclamant des perspectives et de la redevabilité, et en puisant d'une dynamique présente dans les réseaux et les coalitions sur le terrain qui remontent jusqu'au leadership politique. Ces mouvements sont issus du travail effectué par des activistes depuis plusieurs*

*générations"*. Cette Journée a attiré l'attention sur les droits et l'activisme des femmes rurales qui, bien qu'elles représentent plus d'un quart de la population mondiale, sont laissées pour compte dans chaque aspect de développement.

### Aider les femmes urbaines combattantes

Les femmes urbaines pour leur part, constituent une main d'œuvre bon marché, manquent d'infrastructures et de services, n'ont pas d'emplois décents et si elles en ont, on observe un écart salarial de 23 à 40% avec leurs collègues hommes. *"Ce doit être le tournant: mettre fin à l'impunité et à la souffrance silencieuse des femmes dans les zones rurales et urbaines. Les sociétés bien portantes disposent d'un vaste éventail de voix et d'influences qui apportent les contre-pouvoirs nécessaires, différentes expériences et perspectives, ainsi que des discussions qui définissent les décisions appropriées. Lorsque des voix manquent, il existe une lacune importante dans le tissu social. Lorsque les voix mises en sourdine se comptent par millions, nous savons que quelque chose ne va pas dans notre monde. De même, lorsque nous voyons et entendons ces voix monter en force de manière solidaire, nous sentons se manifester la puissance de quelque chose de bien"*.

Et Mme Mlambo-Ngcuka de conclure son message en recommandant que *"la culture de la pauvreté basée sur le genre, la maltraitance et l'exploitation doivent disparaître avec l'avènement d'une nouvelle génération ancrée dans une égalité durable"*. Il n'y a aucun doute que le monde actuel, à l'écoute des activistes de tout bord, ne fait plus la sourde oreille. Il entend, il voit, il change. L'heure est venue !■

*accéder à la justice, telles que celles du mouvement #MeToo, qui ces derniers mois ont découvert la présence de leur plaidoyer dans les médias sociaux dans plus de 85 pays dénonçant ceux qui se sont attaqués aux faibles et montrant que lorsque les femmes s'entraident, cela contribue à surmonter la stigmatisation et à s'assurer que l'on finit par croire à ce qu'elles racontent"*, a dit la Directrice Executive d'ONU-Femmes. Le courage des activistes, de longue date jusqu'à ce jour, n'a jamais fait défaut mais manquait d'écho. C'est fait car aujourd'hui, personne ne peut dire qu'on n'entend pas le grondement des femmes. L'occasion reste à être saisie pour transformer ce battage en actions concrètes: plus d'accompagnements pour plus d'autonomisation, plus de moyens pour plus d'indépendance et plus de connaissances pour plus de justice et d'égalité.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'activisme n'est pas un mot à connotation



# Le 8 mars : une journée célébrée de différentes façons à travers le pays...

« Des échanges synergiques entre les femmes urbaines et des femmes rurales »

Le 8 mars de 2018 a été célébré selon les spécificités et les problèmes de chaque partie de la RDC. Cependant le sous-bassement est resté le même, en harmonie avec le thème mondial, à savoir : « L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes ». Au plan national, le sous-thème « Investir dans la force productrice de la femme, priorité de la RDC » a collé au vécu quotidien des Congolaises. Mais dans la plupart des Secteurs du pays, la situation sociale et sécuritaire est restée la préoccupation majeure au cours de cette journée.



Journée Internationale de la Femme à Kinshasa

## A Kinshasa, la première Dame de la RDC s'est associée à la commémoration

Trois activités distinctes ont marqué, à Kinshasa, la commémoration de la Journée Internationale des Femmes. Elles étaient aussi, le prélude du calendrier des activités du mois de mars pour célébrer les femmes congolaises, dans leur diversité, leur dignité et leur sens d'entrepreneuriat, dans l'effort du développement de la RDC.

Les trois activités avaient pour point d'ancrage, l'espace de la Vallée de la Nsele, l'enceinte de l'Académie des Beaux-Arts et la prison de "Makala" de Kinshasa. Les associations des femmes, le Gouvernement de la RDC, à travers son Ministère de Genre, Enfant et Famille et les agences du système des Nations Unies ainsi que la MONUSCO, ont rendu possible ces activités. Le thème international retenu cette année était : "L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes" et celui national, qui venait compléter le premier et fixer le rôle de la femme rurale et urbaine à l'amélioration de l'espace national, avait pour slogan : "Investir dans la force productrice de la femme rurale, priorité de la RDC".

A 150 kilomètres au Nord de Kinshasa, au Parc de la vallée de la N'Sele, situé dans la région de Kingakati, environ 300 femmes ont marché sur 8 kilomètres avec la première Dame de la République, Madame Olive Lembe Kabila, jusqu'à l'espace appelé "Kisangani". A ce point de chute, plusieurs allocutions ont été prononcées par l'Administrateur du Parc et la Représentante des femmes maraichères. Cette dernière a mené une plaidoirie auprès des responsables gouvernementaux présents. Les défis soulevés avaient trait à l'accès à la terre, à l'électrification rurale, à l'obtention des intrants pour accroître la productivité agricole et aux voies routières pour une commercialisation de leurs produits.

En guise de réponse, la Ministre de Genre, Enfant et Famille, Madame Chantal Safu, a souligné que cette marche dénommée "Honneur à la femme rurale" était organisée pour rendre hommage à la femme rurale à cause de la proximité de son travail avec la nature en milieu rural, dont les conditions de travail doivent être améliorées. Et la remise des prix aux 50 premières femmes ayant franchi la ligne d'arrivée, signifie que tous les efforts de la femme

rurale sont reconnus et seront appuyés par le Gouvernement.

Madame Awa Ndiaye, Représentante de l'ONU-Femmes en RDC, qui parlait au nom de la Représentante du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Madame Leila Zerrougui, a inscrit *"la célébration de cette journée dans le fil d'activités de défense des droits des femmes, pour instaurer un changement, favoriser l'autonomisation des femmes à réaliser leur plein potentiel!"*

En dehors de l'activité de la vallée de la Nsele, l'enceinte de l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa a abrité, dans l'après-midi, environ 800 femmes parmi lesquelles, les exposantes des produits agricoles en guise de foire de l'entrepreneuriat féminin. En même temps, non loin de là, sur le site de Makala, l'Unité d'appui au système pénitentiaire de la MONUSCO, a échangé avec les ONG qui interviennent dans la prison et récompensé le Directeur de celle-ci, pour les travaux de construction d'un bâtiment servant de toilettes et d'ortoirs du pavillon femmes.

Enfin, une grande activité organisée sous la coordination de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique, s'est tenue le mercredi 28 mars à Sainte-Anne, dans la Commune de la Gombe : *"Journée de réflexion sur le leadership de femmes dans les questions de paix et de sécurité et sur leur participation au processus électoral"*. C'était en présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations en RDC, Madame Leila Zerrougui, et de la Ministre du Genre, l'Enfant et Famille..

**David Fundi Sumaili**

## La Journée de la femmes célébrée dans la désolation en Ituri

Le ministère provincial du Genre, de la Famille et des Enfants, en collaboration avec le bureau MONUSCO-Bunia et les organisations féminines de la province de l'Ituri, a célébré, le jeudi 8 mars 2018, la Journée internationale des droits des femmes sous le thème local : *"La solidarité de la femme iturienne avec les victimes des violences meurtrières dans le territoire de Djugu"*, situé à environ 72 km au nord de Bunia.

En substance, la célébration de cette Journée, qui a connu une forte participation des femmes, a été marquée par un culte d'action de grâce et une conférence-débat autour de trois thématiques en rapport avec



Journée de réflexion sur le leadership de femmes dans les questions de paix et de sécurité et sur leur participation au processus électoral à Kinshasa

les conditions de vie de la femme iturienne.

Dans l'ensemble, le constat a été amer et triste. Les femmes rurales, déplacées de Djugu, qui vivent à Bunia et ailleurs, dans les différents sites d'accueil, sont dans une situation exécrable. Elles vivent dans la promiscuité, dépourvues de tout et très loin de leurs champs. Par conséquent, elles ne se sentent pas concernées par le thème national de la célébration de cette journée, édition 2018, qui met l'accent sur les activités en milieu rural et urbain qui transforment la vie des femmes et leur force productrice.

La représentante des femmes de l'Ituri, Madame Jeanne Alasha, a dressé un tableau sombre de la situation des femmes déplacées de Djugu.

Sur le plan sécuritaire et humanitaire, le quotidien de ces femmes est marqué, aujourd'hui, selon Madame Jeanne Alasha, par des tueries, des incendies des maisons, des structures scolaires et sanitaires, des viols des femmes, des vols, des pillages des biens et des bêtes, des destructions des champs et autres. *"Sur le site des déplacés à l'Hôpital Général de Bunia, des cas de décès ont été enregistrés dont 4 enfants et 5 adultes (3 femmes et 2 hommes). L'une de ces femmes était enceinte et a été piétinée lors de la bousculade de distribution des vivres et a succombé sur le champ"*, a précisé Madame Alasha.

Sur le plan économique, Madame Jeanne Alasha a expliqué que les champs ont été brûlés, des récoltes pillées et volées. *"Les champs sont abandonnés juste pendant la période de récolte et de semence. Les femmes rurales du territoire de Djugu, qui alimentent, normalement, avec leurs produits les marchés de Bunia, sont toutes en déplacement avec comme conséquence l'insécurité alimentaire qui pointe à l'horizon"*, dit-elle avec tristesse.

Au point de vue sanitaire, cette

représentante des femmes de l'Ituri affirme, sans ambages, qu'elle a observé, dans les sites des déplacés, de fausses couches, des femmes abandonnées sur les tables d'accouchement et d'autres qui accouchent au bord de la route sans assistance, des naissances prématurées, des femmes qui abandonnent des nouveau-nés, la malnutrition qui s'installe chez les enfants et les femmes enceintes et le manque des produits pharmaceutiques.

En définitive, les femmes de la province de l'Ituri demandent aux autorités nationales et locales de mettre fin le plus rapidement possible aux exactions qui sont en train de se dérouler pour que les populations retournent dans leurs villages; de disponibiliser les moyens conséquents pour que l'armée et la police fassent leur travail dans de bonnes conditions et, surtout, de diligenter des enquêtes pour comprendre le phénomène qui endeuille la population iturienne afin de traduire en justice ces malfaiteurs.

**Guy Karema**

## Le personnel féminin des Nations-Unies vient en aide aux enfants souffrants de cancer à Lubumbashi

Assis sur son lit d'hôpital, Julien, l'œil hagard, observe sans émotion aucune, les visiteurs guidés dans la petite chambre par son médecin traitant. Le jeune homme de 14 ans paraît beaucoup plus jeune que son âge. On lui donnerait 9 ou 10 ans. C'est que, la vie n'a pas été tendre avec lui. Julien est atteint d'un cancer neuromusculaire qui a déformé le flanc gauche de son visage depuis plusieurs années. La tumeur a affecté son œil gauche,



Personnel féminin des Nations Unies Lubumbashi dans les Cliniques locales

emprisonné depuis dans un bandage. Il y a 3 mois, il a été admis au service d'oncologie pédiatrique aux Cliniques universitaires de Lubumbashi. Les chances de rémission de Julien sont infimes, faute de prise en charge appropriée, selon son médecin traitant.

Comme Julien, une dizaine d'autres enfants sont traités pour différents types de cancers par une équipe de médecins dévoués, mais qui font face à un manque criant d'intrants médicaux. Les familles, souvent en situation financière précaire, ne savent plus à quel Saint se vouer.

L'histoire de Julien et celle des autres enfants malades de cancer a touché les cœurs du personnel féminin des Agences, Fonds, programmes et Mission des Nations Unies déployées à Lubumbashi, après que Radio Okapi leur a consacré un reportage le mois dernier. C'est ainsi que le 9 mars 2018, en marge de la célébration de la Journée Internationale de la Femme, le personnel féminin de la MONUSCO et des agences du système des Nations Unies à Lubumbashi a remis un lot d'une tonne de médicaments et divers intrants au service d'oncologie pédiatrique des Cliniques universitaires de Lubumbashi. L'achat des intrants a été rendue possible grâce à une collecte de Fonds auprès du personnel des Agences, Programmes, Fonds des Nations Unies, y compris la MONUSCO. Cette collecte menée avec succès en un temps record, a permis d'acheter des médicaments et kits nécessaires pour administrer des chimiothérapies à certains patients qui, depuis des mois, ne pouvaient être soignés faute de produits. Dans ce lot de médicaments, des antibiotiques, des réactifs de laboratoire, des blouses à usage unique, des seringues et autres accessoires médicaux.

Lors de la visite guidée de l'unité d'oncologie pédiatrique, les femmes des Nations Unies ont fait la connaissance de Julien. Outre les médicaments, les dames s'étaient fait accompagner d'un clown, dans l'espoir de donner le sourire aux enfants malades. Julien aperçoit le clown. Il esquisse un sourire à peine perceptible. Le médecin chef, encouragé par cette émotion inattendue et bien que furtive sur le visage de l'enfant, nous raconte son histoire.

Julien est originaire de Kamina, province du Haut-Lomami, à quelques 600 kilomètres de Lubumbashi. Il est orphelin de père et de mère. Il a été conduit à l'hôpital à Lubumbashi par une

dame généreuse, touchée par son cas. Les médecins le prennent en charge depuis son arrivée, il y a 3 mois. Des traitements de chimiothérapie lui sont administrés sans aucune chance de rémission, car, explique le médecin, pour son cas, le traitement idéal serait la radiothérapie. Malheureusement, l'hôpital n'est pas outillé dans cette technique. *"Nous nous sommes renseignés, seul le traitement administré dans un hôpital spécialisé en Zambie pourrait le sauver. Mais les moyens font défaut"*, a expliqué le médecin en charge de l'unité d'oncologie pédiatrique.

Les responsables de cette unité qui recevaient l'équipe des femmes des Nations Unies a expliqué que plus de 75% d'enfants qui sont sous traitement, proviennent des familles pauvres et démunies. La plupart provient de l'intérieur de la province du Haut Katanga, notamment de Kasumbalesa, de Sakania, de Kambove et même de Kamina dans la province du Haut Lomami. Selon lui, le traitement moyen pour chaque enfant coûte plus de 6000 dollars. C'est ainsi qu'il a lancé un appel à l'endroit de potentiels bienfaiteurs, afin d'aider Julien à bénéficier des soins appropriés en Zambie.

*Nana Rosine Ngangoue*

### Des préoccupations sociales et sécuritaires dans les autres secteurs...

Au Nord-Kivu, la Force de la MONUSCO a organisé la sensibilisation pour la participation des femmes aux activités ayant trait à la santé, à la famille et à la société. Cette province est en proie aux activités des groupes armés et aux violences à caractère ethnique avec des discriminations de toutes sortes et des violations des Droits de l'Homme régulièrement commises contre les femmes et les filles. La célébration du 8 mars de cette année a été pour la MONUSCO l'occasion d'insister davantage sur la nécessité de mettre en œuvre les principes d' *"égalité et de parité entre les sexes"* pour tous les Congolais.

Des séminaires sur l'autonomisation des femmes en vue de restaurer la paix ainsi que des discussions sur les questions



Le 8 mars avec les femmes de la MONUSCO Kananga

liées aux femmes ont été organisés à Sake, Kanyabayonga, Nyamilima, Lubero et Kirumba. Plus de 500 femmes de différentes couches de la société y ont pris part. Par ailleurs, des programmes de sensibilisation sur l'exploitation et les abus sexuels à l'intention de 350 jeunes filles et femmes avec des projections des films sur l'autonomisation des femmes ont été organisés dans les villages de Mutwanga, Lubero, Nyanzale et Kibirizi. Aussi, des camps de fortune pour les contrôles médicaux et des conférences sur l'éducation à la santé et la sensibilisation sur le VIH/SIDA ont-ils été organisés à Nyanzale, Kirumba, Mutwanga et Goma par les militaires de la MONUSCO et l'Hôpital du Niveau III.

## Des consultations et des dons en médicaments aux patrouilles à pieds...

D'autres manifestations à caractère humanitaire ont été organisées à Goma par l'équipe médicale de l'unité de la gendarmerie sénégalaise de la Monusco, la SENFPU1. A l'hôpital provincial du Nord Kivu, le médecin directeur a réceptionné un important lot des médicaments des mains du Chef d'Escadron Seck Pouye, Commandant de la SENFPU1. *"Nous sommes un hôpital provincial et beaucoup de malades sont référés ici. Parmi eux, il y a certains qui après avoir bénéficié des soins ne sont pas en mesure de payer leurs factures. Nous avons un taux de recouvrement de moins de 50%, et nous fonctionnons difficilement. C'est pourquoi nous apprécions ce geste du contingent sénégalais,"* a dit le docteur Eric Kanza.

Après l'hôpital, les femmes détenues de la prison centrale de Munzenze qui viennent de passer plusieurs semaines sans consultations - puisque la clinique n'a pas de médicaments - ont retrouvé pour un temps le sourire avec le passage des casques bleus sénégalais. Le médecin permanent de la clinique médicale du pavillon femmes dans la prison Munzenze, le docteur Angerose Valinandi n'a pas caché sa joie. *"Nous avons ici plusieurs cas d'infections uro-génitales chez les femmes et les infections respiratoires chez leurs enfants qui sont avec elles en prison. Nous avons aussi des cas de diarrhée; il y a également un cas d'une femme avec un cancer du sein. Nous avons un problème des médicaments. Par rapport à cette carence, les consultations étaient déjà assez espacées. Ça, c'est vraiment un soulagement!"* Après les consultations, les médecins de cette unité sénégalaise ont donné des médicaments aux femmes et à leurs enfants, tout comme des kits hygiéniques en grand nombre.

*"Implication des femmes de Beni-ville et territoire, plus particulièrement les femmes du monde rural, dans le processus électoral et leur participation dans les négociations pour la résolution des conflits"; c'est le thème d'une table-ronde d'une cinquantaine de personnes issues de différents milieux dont les associations et ONG des femmes à laquelle la Monusco a apporté son appui à Beni. Des actions de charité ont également été posées.*

A Bukavu au Sud-Kivu le personnel féminin de la MONUSCO a offert des chaises roulantes et des machines à coudre aux femmes vivant avec handicap qui en appellent par ailleurs à la prise en compte de

politiques, militaires, policières nationales que du système des Nations Unies et de la Société Civile y ont pris part. Des deux allocutions prononcées à cette occasion il en ressort un message de solidarité avec les femmes vulnérables qui vivent dans les camps de déplacés autour de Kalemie. Le second message lancé par M. Richard Ngoy Kitangala, Gouverneur de province, a porté principalement sur l'autonomisation de la femme par la mise en place effective d'un fonds de micro-crédits pour les femmes constituées en associations. A l'issue de la messe, une descente aux sites des déplacés a été organisée par le Ministère du Genre, Famille et Enfant.



Les femmes de Bukavu remettant des dons

leurs droits et besoins spécifiques comme l'accès aux moyens de transport en commun ou aux bâtiments publics.

A Uvira, toujours au Sud-Kivu, 20 agents de la Police nationale congolaise (PNC) et 2 de la Police des Nations Unies (UNPOL) ont parcouru à pieds les artères de la cité dans le cadre de la patrouille nocturne spéciale du 7 au 8 mars. Ces agents entendaient ainsi donner à la population un message que résume cette policière du district urbain de la PNC pour qui *"le 8 mars c'est notre journée et nous avons voulu par cette activité montrer à la population que nous les femmes sommes et restons les premières garantes de la sécurité et de la protection de la population partout, dans nos foyers et à la cité!"*

La célébration de la journée du 8 mars à Kalemie dans la province du Tanganyika s'est déroulée en trois étapes. D'abord un culte religieux en l'église protestante du centre-ville. Les autorités aussi bien

La deuxième séquence a porté sur l'activité de la Section de la Police de la MONUSCO-Kalemie. Elle a organisé à l'église Christ Roi et à la prison centrale de Kalemie une sensibilisation suivie de remise de dons en faveur des femmes détenues à la Prison Centrale et à l'association des veuves de la PNC, des FARDC et à une frange de la société civile.

Comme troisième activité, les femmes de la MONUSCO, des Agences du Système des Nations Unies et de la Croix-Rouge ont échangé au quartier général de la MONUSCO-Kalemie avec une cinquantaine de jeunes filles élèves et étudiantes de Kalemie dans une causerie-débat. L'objectif était de sensibiliser ce groupe cible à poursuivre leurs études entre autres.

**Rosalie Zawadi, Major Pranay Kala, Alain Coulibaly, Bilamekaso Tchagbele, Marcelline Comlan**

Mme Liberata Rubumba Buratwa :

## « les femmes sont aujourd'hui considérées comme actrices de la cohésion des communautés et de la pacification »

A l'occasion de la Journée internationale de la femme, ECHOS de la MONUSCO s'est entretenu avec Madame Liberata Rubumba Buratwa, une femme leader qui milite pour la promotion et la dignité de la femme et de la jeune fille rurales dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. Après avoir évoqué les conditions de vie difficiles de la femme rurale, la présidente de l'ONG Programme d'Action Communautaire de Femmes pour le Développement Intégré (PACOFEDI) et initiatrice de la Synergie des femmes Unies pour la Paix et le Développement (SYFUDP) a plaidé pour davantage de soutien de l'ONU pour permettre aux femmes rurales de prendre toute leur place en tant qu'actrices du développement, de la cohésion sociale et de la paix. Entretien avec Aïssatou Laba Toué.



**Q**ue pensez-vous du thème retenu cette année par les Nations Unies pour célébrer la journée de la lutte pour les droits des femmes "L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes" ?

Le thème retenu pour cette année par les Nations Unies m'a beaucoup intéressé, premièrement en tant que femme rurale qui vit de l'agriculture et du petit commerce, activités principales, et qui cherche à tout prix à relever sa condition de vie grâce aux travaux champêtres.

**Les femmes rurales sont souvent oubliées dans de telles célébrations. Cette année, elles sont citées, était-ce pour s'assurer qu'on fera bien attention à elles selon vous ?**

Comme les Nations Unies ont songé cette année à la femme rurale, j'estime que cela marque le point de départ pour parler de celle-ci chaque année afin de l'inciter à comprendre qu'elle a un grand rôle à jouer dans la société en tant que mère ayant les mêmes droits que les femmes urbaines. La femme urbaine qui bénéficie de toutes les activités de renforcement des capacités a l'obligation de rejoindre la femme rurale pour qu'elles soient au même niveau

de compréhension et de connaissance de tous les instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs aux droits des femmes.

**Dans le Rutshuru où vous êtes établie, que peut-on retenir de la situation de la femme ?**

La femme rurale de Rutshuru vit dans des conditions difficiles. Elle est exposée à des violences de toutes sortes et ne sait pas comment se défendre, du moins pour la plupart d'entre elles. Néanmoins je remercie l'ONU Femmes qui a organisé l'année dernière des activités sur les droits et l'autonomisation de la femme au profit de quelques associations à travers le collectif des associations féminines de la chefferie de Bwisha et qui les a appuyées dans les activités génératrices de revenus.

**La femme congolaise d'une manière générale est une grande "combattante". Quels sont leurs ressorts, qu'est-ce qui les aide à toujours aller de l'avant et à ne pas se laisser gagner par le découragement pour ne pas dire le désespoir ?**

La femme congolaise est une combattante d'une manière générale et ne se laisse pas gagner par le découragement ou le désespoir car elle sait que si elle baisse les bras c'est toute la société qui va en pâtir. Par ailleurs, elle bénéficie de beaucoup d'actions de formation et de renforcement des capacités, s'appuyant sur les instruments juridiques nationaux et internationaux.

**L'impact de la présence de l'ONU en RDC est-il important sur la vie des femmes ?**

Oui, la présence de l'ONU en RDC a tant soit peu soulagé les femmes, dans ce sens que celles-ci sont aujourd'hui considérées comme actrices dans la cohésion des communautés et la pacification.

**Que faut-il faire pour mieux rencontrer vos attentes ?**

En tant que femme rurale, je souhaiterais que l'ONU puisse étendre ses activités à l'intérieur du territoire pour vulgariser davantage les textes juridiques sur les droits des femmes afin que celles-ci sachent comment se prendre en charge. Il faudra aussi appuyer la femme rurale dans les activités agricoles comme elle a des lacunes dans la pratique agricole moderne. ■



Une patrouille assurant la protection de cultivatrices aux champs

# UNPOL célèbre les femmes

Par Nouko Gweny Ange/MONUSCO



Marche de UNPOL dans les rues de Kinshasa à l'occasion de la Journée Internationale des femmes

**E**nviron 300 femmes se sont rassemblées dimanche 11 mars 2018 au Quartier Général de la MONUSCO à Kinshasa pour une marche initiée par les femmes

de la Police de la MONUSCO (UNPOL). Les femmes de la Police nationale Congolaise (PNC) et d'autres sections de la MONUSCO ainsi que unités de la Police Constituée du Bangladesh (BANFPU) et

du Sénégal (SENFPU) et du Bataillon ghanéen (GHANBAT-Force) ont pris part à cette marche à l'occasion de la journée de la femme. Les hommes de la Police onusienne étaient également invités.

Chants et danses dans une gaieté des grands jours au son de la fanfare du Bataillon ghanéen, telle était l'ambiance festive dans laquelle s'est déroulée cette marche. Durant près de 2 heures, le cortège a parcouru les artères de la Gombe en passant par le Boulevard du 30 Juin pour terminer son circuit au QG de la Police à l'ONATRA. Sur les banderoles et pancartes, l'on pouvait lire des slogans évocateurs de l'égalité parfaite entre l'homme et la femme.

A la fin de la marche, une allocution a été prononcée par le colonel Daher Waiss, représentant du Chef de la Composante Police avant la photo de famille et le rafraîchissement qui ont mis fin à cette cérémonie. ■



Dans leur diversité, les femmes des différentes unités de la MONUSCO et de la PNC posent à l'occasion de leur marche

Leila Zerrougui, cheffe de l'ONU en RDC :

## « Avec tout ce qu'elles ont vécu, les femmes congolaises ont toujours été présentes »

En cette année électorale en République démocratique du Congo (RDC), les femmes congolaises ont un rôle important à jouer dans l'espace politique pour contribuer à la stabilisation du pays, a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, dans un entretien accordé à la Radio des Nations Unies. C'était en marge des discussions qui se sont déroulées au Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la MONUSCO.

✎ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

**L**e rôle des femmes en RDC est énorme, dit-elle, "ce pays est extraordinaire et les femmes sont juste incroyables. Les femmes congolaises ont toujours été présentes. Elles étaient là à Sun City pour obliger les hommes politiques à la signature d'un Accord. Elles ont fait un sitting pour cela. Le 31 décembre 2016, pour l'Accord entre la majorité et l'opposition, elles étaient là aussi. Malgré les violences qu'elles subissent, elles travaillent, elles vont aux champs, au marché et elles s'imposent, elles ne sont pas enfermées à la maison à se laisser entretenir. 47% des 46 millions d'inscrits sur les listes électorales sont de femmes, soit 21 millions qui sont allées, malgré l'insécurité, malgré les menaces, pour obtenir leur carte d'électrices afin de pouvoir voter. C'est une force qui sait se surpasser".

"L'année 2018 est une année charnière pour la RDC", souligne Mme Zerrougui, cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). "Pour la première fois dans ce pays, on a un Président qui ne se représente pas (...) on se prépare à un transfert pacifique du pouvoir, chose qui n'est pas arrivée dans ce pays en 57 ans d'indépendance".

Mme Zerrougui dit que l'ONU fera tout ce qui est en son pouvoir pour que ces élections soient "les élections de la stabilité, de la joie, de la confiance dans l'avenir" et que les groupes armés et "tous ceux qui sont tentés par la déstabilisation dans ce contexte électoral" ne fassent pas dérailler ce processus, ajoute-t-elle. Il faut, dira-t-elle, qu'au sortir de ces élections qu'on ressente la joie et l'espoir en l'avenir. "Je voudrais pouvoir dire que j'étais là quand le Congo a fait ce premier transfert pacifique".

S'exprimant sur le fait d'être une femme à la tête de la



Mme Zerrougui, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC et les femmes

plus importante Mission de paix de l'ONU, elle pense qu'il est important que les femmes soient plus nombreuses dans les missions et au niveau du leadership. L'accès peut être plus facilité pour les femmes désireuses de se faire entendre. Par ailleurs, conclura-t-elle, "on ne peut pas occulter 50% de la population et vouloir faire la paix".

Avant son passage à ONU Info, Madame Zerrougui a pris part à une retraite 4-5 mars avec toutes les femmes SRSG et DSRSG des Nations Unies à New York, sous le leadership de SG Guterres.

La Représentante spéciale a également été au centre d'une interaction avec les jeunes femmes étudiantes à Columbia, le 07 mars. Elle a inspiré les jeunes étudiantes qui sont revenues sur son parcours en tant que femme, africaine, haut fonctionnaire dans son pays puis à l'internationale. ■



Paix et sécurité

# Les femmes au coeur de l'action

Le 6 mars 2018, les départements traitant de la paix et de la sécurité – le Département des Affaires politiques (DAP), le Département des Opérations de maintien de la paix (DOMP) et le Département de l'appui aux missions (DAM) – ont organisé un événement de mentorat avec des femmes leaders dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales. Cette rencontre était la première du genre et a été une occasion unique de discuter et de planifier le rôle des femmes dans la paix et la sécurité, dans un contexte onusien.

✂ Par le Département des Affaires politiques des Nations Unies, à New York



Mme Leila Zerrougui (assise au 2<sup>ème</sup> rang), cheffe de la MONUSCO sur une photo de famille des représentantes du Secrétaire général de l'ONU, le 5 mars 2018 à New York

**L**a rencontre, qui fait partie de la Stratégie sur la parité entre les sexes à l'échelle du système, a réuni 12 des 17 femmes à la tête ou adjointes des missions du DAP et du DOMP, ainsi que 80 femmes employées dans les trois départements susmentionnés.

Destiné à encourager et faire progresser les femmes au sein de l'Organisation, cet

événement a permis aux chefs invitées de partager leurs expériences de leaders et leurs vues sur la culture et l'environnement de travail des Nations Unies, ainsi que les défis pour les femmes occupant des postes de leadership. L'une des mentors a parlé de ses efforts de promotion d'un milieu de travail amical et stimulant au sein de sa mission afin d'attirer et de retenir plus de

personnel féminin. Les participantes ont pu engager des discussions franches sur les obstacles que les femmes rencontrent dans leur progression professionnelle et sur les solutions créatives pour encourager les talents et l'autonomisation des femmes au sein de l'Organisation.

Les Représentantes spéciales du Secrétaire général (RSSG) et les Représentantes spéciales adjointes (RSASG) ont abordé leurs préoccupations face aux difficultés de l'Organisation pour conserver les femmes talentueuses au sein de son personnel et ont insisté sur l'importance de soutenir et de faire progresser les cadres de niveau intermédiaire afin de construire un vivier solide. Les participantes ont posé des questions sur des défis professionnels tels que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le manque de confiance qu'elles peuvent rencontrer, l'impact du terrain sur les carrières, la mobilité, et sur la façon de bâtir des réseaux de femmes dans les domaines de la paix et de la sécurité.

Le lancement de la Stratégie de parité entre les sexes a été une opportunité importante pour lancer les discussions, ont dit les RSSG et RSASG. En ce qui concerne le harcèlement, elles ont insisté sur l'importance de la protection et la responsabilisation. Toutes les participantes ont exprimé leur engagement sans faille à éradiquer ce fléau.

Cette rencontre a permis la sensibilisation à ces questions importantes et des discussions sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans l'Organisation. Reconnaisant que les défis subsistent, les participantes et les invitées se sont déclarées optimistes quant au fait qu'il y avait aujourd'hui un mouvement général à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Organisation. ■

Etre femme :

## Plaidoyer pour les femmes dans les opérations de maintien de la paix

✍ Par Jean Kuate/MONUSCO

« **On ne naît pas femme, on le devient** » disait Simone de Beauvoir. Cette affirmation signifie que la femme n'est pas principalement déterminée par sa génitalité, mais davantage par ce que la société à travers l'éducation l'oriente à être. Notre éducation nous oriente vers des rôles essentiels attendus socialement d'un homme ou d'une femme et cela semble être la clé des éléments déterminants qui font de nous des hommes ou des femmes. Nous nous comportons comme un homme ou comme une femme, d'abord parce que la société attend cela de nous. Depuis le fameux Sommet de Beijing, la parité homme/femme se retrouve au centre du combat des féministes et aujourd'hui de toute société qui veut évoluer. Cette parité exige qu'il y ait autant de femmes que d'homme dans les différentes institutions existant sur cette terre. De plus, la notion d'égalité entre homme/femme qui se trouve dans les revendications féministes et qui signifie que les femmes sont en mesure de faire des travaux qui exclusivement étaient jadis réservés aux hommes et vice-versa ne semble pas toujours très bien compris à tous les niveaux.

### Obtenir la parité homme/femme

#### Que signifie donc d'être une femme aujourd'hui dans nos institutions ?

Les Nations Unies promeuvent l'égalité homme/femme jusque dans leurs propres institutions. C'est ainsi que l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté en 1979 la fameuse convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination pouvant être faites aux femmes. Si on note au sein de l'Organisation un effort certain pour obtenir la parité homme/femme, il faut tout de même regretter un certain nombre de souffrances discriminatoires à l'égard des femmes dans les Missions de paix à travers le monde.

#### Qu'est-ce que « être femme » dans une mission de paix des Nations Unies ?

Il faut distinguer deux catégories de femmes dans ce cadre : d'un côté les femmes épouses/partenaires des Casques bleus ; et de l'autre les femmes Casques bleus. Malgré cette distinction, on relève quand même une énorme souffrance de la part de toutes ces femmes.

#### Les femmes, épouses et partenaires des Casques bleus

Les Missions de paix à travers le monde sont souvent non-famille pour les nombreux personnels internationaux et étrangers au pays. Ils n'ont pas le droit d'y venir avec leur conjoint/e. La femme ou la partenaire du Casque Bleu resté dans leur lieu de résidence en dehors de la zone de Mission sera seule en charge de l'éducation des enfants. Elle aura la responsabilité de la gestion du quotidien de sa famille autant que le ferait une femme seule. Il lui arrive aussi parfois d'abandonner sa propre carrière et ses revenus pour s'occuper seule de ses enfants. Bien sûr qu'elle pourrait bénéficier d'un appui financier supplémentaire qui ne compensera jamais le vide laissé par le partenaire en mission. Si cela peut durer un à deux ans pour un militaire ou un policier, il arrive souvent que le civil parte pour de nombreuses années avec un contrat temporaire régulièrement renouvelé. Le taux de brisure et de destruction familiale assez élevé chez ce personnel civil international n'en est-il pas un révélateur ? Les

congés accordés au personnel sont un moyen pour l'Organisation de tenter de réduire cette fracture au niveau de la famille.

#### Les femmes Casques bleus

Au niveau du personnel national, ces femmes compétentes dans leurs domaines respectifs et recrutées dans leur propre pays jouent un rôle essentiel dans l'accomplissement du mandat de la mission. De plus, elles connaissent souvent leur pays ainsi que les mentalités et sont un guide essentiel à leurs collègues internationaux. Malheureusement, elles peuvent parfois faire l'objet de nombreuses stigmatisations de la part de leur propre communauté dans laquelle la notion d'égalité de genre n'est pas bien acceptée et où la femme continue d'être vue comme inférieure à l'homme. Parfois aussi elles subissent silencieusement la pression du harcèlement de leurs collègues hommes. Heureusement que le Secrétaire Général des Nations a émis des règles de prévention et de répression très claires en la matière à travers son bulletin de 2008 (ST/SGB/2008/5)

Pour ce qui est du personnel féminin international travaillant dans une Mission de paix, la situation n'est guère plus facile. Elles doivent abandonner leur propre partenaire souvent avec leurs enfants à la maison dans leur pays de résidence pour partir de nombreux mois voire de nombreuses années en mission. Du coup, le mari ou le partenaire (quand il existe) devient le père et la mère pour les enfants. Il est même arrivé que l'homme prenne une autre femme sous la pression psychologique et sociale. Elles vivent dans un monde à forte prédominance masculine et peuvent faire l'objet de nombreuses pressions de leurs collègues hommes.

Elles sont confrontées aux mêmes conditions difficiles de vie et de travail sans tenir compte des spécificités féminines. Par exemple, rien n'est spécifiquement prévu pour une femme qui se retrouve dans une mission de protection dans une brousse perdue alors qu'elle doit aussi faire face à ses menstrues pendant son travail dans des conditions difficiles d'hygiène.

Par ailleurs, la mission étant sans – famille, il est souvent arrivé qu'une femme internationale qui accouche soit aussitôt obligée d'abandonner son enfant en dehors de la Mission pour reprendre son travail. Pourtant nous savons l'importance du lien psycho-affectif de l'enfant à sa mère en particulier et ses parents en général sur la construction de la personnalité de cet enfant pendant ses premières années de vie. Certains pays comme la Norvège ou la Finlande donnent pratiquement un an de congé aux parents (principalement à la mère) pour leur permettre de bien structurer ce lien avant de reprendre le travail. Au fond est-ce que cela fait sens de lutter pour la protection des enfants des autres lorsque nous savons que nous détruisons les nôtres ? L'Organisation pourrait accorder à ces mères de venir en Mission avec leur bébé jusqu'à un certain âge avant de s'en défaire et leur accorder des heures de tétée comme dans toute organisation qui se respecte. Ceci serait d'un soutien inestimable à ces mères et aux enfants et ainsi éviter déchirements et culpabilité qui accompagnent l'abandon des enfants par des femmes soucieuses de servir l'humanité.

Le Département de Maintien de la Paix dont l'esprit originel est calqué sur le modèle militaire prédominé par la présence des hommes devrait repenser les Missions dans la perspective d'une véritable égalité entre les hommes et les femmes au-delà de la parité statistique. ■



**Colonel Olaya Medaghri Alaoui**

## **Femme et médecin-chef de l'hôpital marocain de niveau II de la MONUSCO à Bunia**

Colonel Olaya Medaghri Alaoui dans son bureau

Médecin dentiste, colonel des Forces Armées Royales du Maroc, Mme Olaya Medaghri Alaoui s'est imposée par ses capacités et son savoir-faire dans les domaines où, souvent, les hommes sont plus présents. Universitaire formée dans les facultés de médecine de Rabat et de Casablanca au Maroc et de Bordeaux, de Paris et de Lille en France, cette femme militaire dirige l'hôpital de niveau II de la MONUSCO à Bunia en Ituri. Une réussite professionnelle exemplaire dont elle nous parle dans cette interview accordée à Tom Tshibangu pour ECHOS de la MONUSCO.

### **Q u'est-ce qui vous a motivée en tant que femme de choisir la médecine militaire ?**

Née au sein d'une famille modeste d'un père fonctionnaire et d'une maman couturière, j'ai eu la grâce de grandir dans un environnement familial où régnait la rigueur mais dans l'amour, le respect et la confiance. Cet environnement m'a donné la confiance nécessaire pour croire en soi, et m'a préparée et guidée dans mes choix de carrières ultérieures.

Depuis mon jeune âge, j'aime lire et écouter de la musique. La lecture nous permet toutes les sortes de voyage, dans l'histoire, à travers l'art et la culture et nous permet d'avoir un esprit ouvert et le sens de partage. J'ai la conviction par expérience que partager et servir son prochain constituent les principales sources de joie, de satisfaction et de réalisation de soi.

A l'école, mes préférences allaient plutôt aux matières scientifiques, ce qui a motivé mon choix pour la médecine dentaire.

La médecine militaire s'est imposée à moi comme un moyen idéal ralliant ma propension naturelle à servir son prochain à travers les

soins médicaux mais aussi sa nation par mon engagement aux Forces Armées Royales.

La carrière hospitalo-universitaire militaire représente pour nous une source de perpétuelle inspiration où il n'existe aucune place pour l'ennui ou la monotonie.

### **Quelles sont les qualités requises pour opter pour cette carrière surtout pour une femme ?**

Il y a pas mal de mythes quant aux qualités pour une femme pour opter pour la carrière militaire. J'ai envie de dire, qu'on n'a pas besoin d'être surnaturel pour embrasser l'armée en général. Il faut tout d'abord l'amour de servir et la détermination de réussir. La carrière militaire dans le domaine médical constitue un choix qui englobe des compétences scientifiques, des qualités humaines de compassion, d'altruisme, de persévérance, mais aussi des aptitudes physiques et morales qui confèrent de la ténacité, de la détermination et un esprit de commandement dans la tolérance et le respect des personnes.

Pour une femme, la carrière hospitalo-universitaire militaire offre tout d'abord dès le début des études, une indépendance

financière qui octroie une liberté et une responsabilisation précoces de son destin. Lorsque l'on évoque la réussite d'une femme, celle de son rôle de mère me semble aussi importante dans la société que celle de sa carrière professionnelle.

Je voudrais insister en tant que femme que ma réussite professionnelle ne peut en aucun cas égaler ma joie et ma fierté d'avoir mis au monde trois jeunes filles : Zineb, Kenza et Yasmine, d'avoir réussi malgré mon parcours professionnel riche et chargé à les élever dans la dignité, l'amour et d'avoir pu les voir en jeunes femmes respectables instruites et très cultivées.

### **Pouvez-vous me donner un petit aperçu sur vos missions en tant que médecin militaire et votre parcours professionnel ?**

En ce qui concerne mes grades et promotions militaires, en août 1982, je suis élève officier dentiste à l'Ecole Royale des Services de Santé Militaire. En janvier 1988, je suis médecin dentiste féminin de 4ème classe avec le grade de lieutenant. En juillet 1993, comme médecin dentiste officier féminin de 3ème classe, je suis capitaine. En novembre 1998,



Colonel médecin réalisant une intervention chirurgicale en bouche

je deviens médecin dentiste féminin de 2<sup>ème</sup> classe avec le grade de commandant. En 2005, comme médecin dentiste officier féminin de 1<sup>ère</sup> classe je deviens lieutenant-colonel. Et enfin en juillet 2010 comme médecin dentiste officier féminin hors classe je deviens colonel.

Quant à mes titres académiques et mes diplômes, j'en ai accumulés beaucoup pendant ma formation et ma carrière universitaires comme vous pouvez le lire dans le tableau ci-contre.

#### **Pouvez-vous nous décrire vos missions au sein de la MONUSCO ?**

J'ai le grand honneur, le privilège et la lourde responsabilité d'être la première représentante de la gente féminine des Forces Armées Royales au sein d'une mission de maintien de la paix avec l'Organisation des Nations Unies. Notre présence féminine inaugurale au sein d'un contingent marocain onusien pour diriger une unité médicale d'un niveau II requiert une importance capitale à nos yeux et nous offre une occasion en or d'œuvrer dans une mission d'envergure internationale au service de la paix, de notre nation et de notre Roi - que Dieu le protège et le glorifie. Elle témoigne de la confiance mise en nous par nos supérieurs hiérarchiques pour lesquels nous témoignons notre profond respect et toute notre gratitude.

Servir au sein de l'Organisation des Nations Unies, et représenter la femme marocaine leader au sein d'une communauté multinationale nous offre une plateforme d'exercice de notre fonction mais aussi d'apprentissage.

En effet, l'exercice de notre fonction de médecin chef, agrémenté par la multiplicité des cultures et des nationalités du personnel onusien fait de cette mission internationale une opportunité de mettre en avant le Maroc, et promouvoir nos traditions, notre histoire ainsi que les différents aspects culturels, culinaires,.... en se considérant comme une ambassadrice de mon cher pays.

#### **Comment vous êtes accueillie au sein de cette mission, surtout par vos confrères masculins et comment réussissez-vous à veiller sur la bonne marche de votre service ?**

L'accueil qui nous a été réservé a été des plus chaleureux. Le fait d'être

une femme dirigeant une équipe masculine ne constitue en aucun cas un handicap ni au sein de mon équipe, ni au niveau de l'évolution et de la communication au sein des différents services régissant cette organisation à vocation noble œuvrant pour la paix dans le monde qu'est l'ONU. Le sérieux, la rigueur et l'organisation sont les maîtres mots de toute gestion.

Le travail en groupe suscite de la part du chef d'avoir en plus des qualités scientifiques et organisationnelles, des comportements en société conférant à tout un chacun le respect et la dignité qui lui sont dus ; ce qui nous a permis d'avoir une équipe solidaire, dynamique, compétente, impliquée et très active. Le poste de gestion d'un hôpital d'envergure onusienne est très prenant et très absorbant en termes de temps.

L'expérience onusienne en tant que peace-keeper est insolite, très riche et tellement formatrice pour nous autres terriens qui nous lamentons pour une mèche mal coiffée. Elle permet de toucher de très près la misère humaine. Pouvoir mettre une petite

goutte d'eau pour leur apporter un quelque chose est pour moi l'une des plus nobles tâches que j'ai pu accomplir durant toute ma vie.

#### **Quels sont les conseils que vous pouvez donner aux jeunes filles voulant opter pour la même carrière afin de réussir comme vous ?**

Afin de réussir et d'évoluer dans la vie, la détermination et la volonté sont les précieux moteurs conducteurs indispensables pour toute personne, quel que soit son sexe. Etre une femme nous pousse au quotidien à redoubler nos efforts pour montrer nos capacités et notre savoir-faire afin de nous distinguer et être reconnues dans les domaines plus souvent représentés par des hommes.

Les qualités féminines d'intuition, de sensibilité nous donnent un souffle et une dimension supplémentaires et non une faiblesse face à la gestion de toute situation ponctuelle. Il faut se fixer des challenges tout au long de la vie : croire en soi et en la certitude de concrétiser tous ses rêves sans jamais se poser de limites. Ce n'est un secret pour personne : le travail, le travail et encore le travail pour réaliser les objectifs que l'on se fixe au fur et à mesure qu'on évolue dans la vie. ■



Colonel médecin remettant des dons aux enfants

# La Paix par choix

Depuis le mois de mars 2017, ma vision et mes aspirations ont rencontré des nouveaux horizons. Je suis devenue Ambassadrice de la paix après le concours « Paix par choix » organisé par la section genre de la MONUSCO. Cultiver la paix pour les autres et moi-même est devenu plus que jamais mon leitmotiv. De ce fait, à mon niveau, j'ai décidé de poursuivre mon rêve qui est celui de contribuer à l'éducation des élèves et étudiants par Kairos, un personnage que j'ai créé par l'entremise de mon blog.

✍ Par Cynthia Mudikal/MONUSCO

## Quel lien établir, peut-on s'interroger, entre cette nouvelle vocation et mon travail ?

La paix n'est pas seulement l'absence de la guerre ou l'abondance de biens économiques. Mais c'est aussi un état d'esprit qui se forme déjà à chaque fois que nous parvenons ou réalisons avoir fait le bon choix dès le bas âge dans tout ce que nous entreprenons. Par mon blog, je milite pour la considération et l'importance du choix dans le milieu scolaire et étudiant. Mon

mélancolie tout en passant le message lié à mes objectifs, notamment briser le stéréotype sur les préjugés et promouvoir la paix. Je suis sûre qu'au travers de mes articles plusieurs personnes trouvent des réponses à leurs préoccupations et sont satisfaites.

## Les ambassadrices de la paix portent aussi ce fardeau !

Grande est ma joie de savoir que plusieurs jeunes filles comme moi vivent dans le

acteurs et actrices du développement dès maintenant, à contribuer à la construction des bases morales et civiques de la société. Mais aussi à pratiquer la communication non violente qui nécessite de se mettre à la place de l'autre pour chercher à cerner ses émotions, ses impressions et ses sentiments avant de réagir à quoique ce soit. Enfin la connaissance des lois est le pilier de la paix ; l'homme ne peut vivre à côté de l'autre sans règles. Cela va de soi et permet à chacun de connaître la portée de ses actions et ses limites.

## Leurs objectifs

Au service des autres, leur souci, "notre souci", majeur est de communiquer ce qui est meilleur. Le meilleur de la vie sur terre, le meilleur que désire et recherche l'âme à savoir : La Paix. En effet la paix est une lueur d'espoir, la liberté de penser, d'agir et de s'épanouir qu'on possède et offre à l'autre. C'est ainsi que nous puisons cette raison de faire la promotion de la paix. C'est aussi une manière de préparer l'avenir car une jeunesse consciente des qualités qu'elle offre la paix est l'assurance d'un lendemain meilleur. Notre vision la formation d'un réseau des jeunes ambassadeurs de paix qui représente la famille congolaise dans sa diversité tribale, religieuse, culturelle et ethnique, aussi bien que tous les domaines d'activités. Exalter et pratiquer une éthique d'altruisme "vivre pour les autres" comme ingrédient essentiel pour bâtir la paix et construire une communauté congolaise unie est aussi l'un de nos objectifs. Nous favorisons la réconciliation pour surmonter les barrières et bâtir la paix.

## Mon coup de coeur

Ce fut une belle expérience que de dialoguer avec les élèves lors des activités. Les exposés étaient pratiques et démonstratifs avec leur participation active.

Coup de chapeau aux ambassadrices d'avoir semé le grain de la Paix !. ■



Cynthia Mudikal, Ambassadrice de la paix s'exprimant devant ses camarades

personnage Kairos veut aider les jeunes à savoir faire le choix adéquat et équilibré.

En effet, la vie est faite des choix. Ainsi le choix fait sans discernement et n'ayant pas de valeurs pour soubassement a des conséquences négatives sur le porteur du choix, sa famille et sa société. Bloggeuse, je suis inspirée sur divers sujets sur les faits de société, tout en donnant des leçons de morale et ramenant mes lecteurs et lectrices à la conscience. J'écris également des contes et des histoires. Mes billets sont écrits avec un peu d'humour, d'ironie ou même de

souci d'apporter la paix dans ce pays. Les Ambassadrices de la paix ont d'ailleurs été dans 3 écoles abordant le thème "La paix par choix" à la fin du mois de janvier de cette année.

Les trois écoles sont notamment le Groupe Scolaire Mont Amba, le Lycée Tobongisa et l'ITC Ntolani. Les dix jeunes femmes se sont entretenues tour à tour avec les élèves sur la communication non violente, l'engagement citoyen et la connaissance des lois comme pilier de la paix. Elles ont invité les élèves à être



## Contribution des femmes du territoire de Rutshuru au processus de paix

Rassemblement des femmes pour contribuer au processus de paix dans le territoire de Rutshuru

✂ Par Achille Muhyahya/MONUSCO

**L**a RDC, à l'instar de tous les pays du monde, a besoin de la participation de chacun de ses citoyens hommes et femmes pour asseoir une paix et un développement durables. Loin d'être un handicap, les différences entre les hommes et les femmes et la diversité constituent plutôt une grande richesse et des facteurs qui catalysent le développement d'un pays. Ceci exige que ces hommes et ces femmes travaillent côte à côte dans tous les secteurs de la vie sociale.

Il y a donc besoin que dans la gestion de toutes les institutions, dans le processus de paix et de résolution pacifique des conflits, les femmes et les hommes participent de manière équilibrée pour une efficacité des projets, programmes et politiques.

Cependant, force est de constater que dans la plupart des pays en général et la République démocratique du Congo en particulier, les efforts fournis par les femmes et les contributions qu'elles apportent au processus de paix sont souvent ignorés, ou moins valorisés.

C'est pour cette raison que les partisans de paix et de l'égalité du genre prennent toujours l'initiative de partager et publier dans la mesure du possible, les actions menées par les femmes leaders pour la promotion de la paix afin de les faire connaître aux gens.

Faisant partie de ceux qui militent pour la promotion, la protection des droits de la femme et l'égalité du genre, la MONUSCO, à travers sa Section Genre œuvre afin de rendre visibles ces efforts des femmes.

C'est dans cette perspective que le présent document est essentiellement consacré aux efforts et activités que mène l'organisation dénommée Synergie des femmes Unies pour la Paix et le Développement, "SYFUDP". Cette synergie des femmes est dirigée par Madame Liberata Buratwa, Administratrice adjointe chargée des finances du territoire de Rutshuru, en province du Nord-Kivu.

### Appui de la MONUSCO à travers sa section Genre

L'appui de la section Genre de la MONUSCO à l'implication et la participation des femmes à tous les niveaux du processus de paix et de cohabitation pacifique s'est essentiellement manifesté par le renforcement de capacité des femmes leaders organisées en association.

En effet, en date du 18 février 2014, la Section Genre de la MONUSCO Goma a organisé une formation de 100 femmes leaders du territoire de Rutshuru sur les techniques de sensibilisation et de conscientisation des masses à la culture de la paix et à la cohabitation pacifique.

Deux jours après, le 20 février 2014, la Section Genre de la MONUSCO Goma a organisé une formation de 100 autres femmes leaders du territoire de Rutshuru sur la protection des droits de la femme et le leadership féminin.

Le 5 mars 2016, la Section Genre de la MONUSCO Goma a organisé, avec la section des Affaires Politiques, une formation de 35 femmes leaders du territoire de Rutshuru sur la participation politique des femmes.

Ces actions ont boosté l'énergie des femmes de la SYFUDP qui ont entrepris un certain nombre d'actions de suivi significatives sur le terrain, avec un accompagnement technique, matériel et financier de la MONUSCO à travers les sections Genre, Affaires civiles, la Force, entre autres.

### Actions concrètes des femmes de Rutshuru dans le processus de paix

S'inspirant du dicton "L'union fait la force", les femmes se sont mises ensemble pour mener leurs activités de recherche, de consolidation de la paix et de l'égalité du genre dans le territoire de Rutshuru. C'est cette union qui leur donne la force de sortir de la coquille et de mener leurs activités aux risques et péril de leurs vies sans crainte.

C'est ainsi que, sous la direction de leur présidente, ces femmes ont commencé à réaliser des activités de grande envergure depuis l'année 2013.

Entre mars 2016 et juin 2017, elles ont mené 12 séances d'échange et 14 causeries éducatives dans le cadre de la sensibilisation de la population sur les droits de la femme, la paix et la cohabitation pacifique.

Ces activités ont été menées dans le groupement de Binza ; à Nyamilima, Ishasha, Buganza et Nyaruhangi, et dans le groupement de Bwito ; à Tongo, Bambo, Kabizo, Vitshumbi, Butare, Nyanzale, Blwalanda, Kikuku et Kibirizi.

Au cours de la même période, elles ont organisé 4 ateliers de formation des chefs coutumiers et des leaders de la société civile sur l'implication de la femme dans la cohabitation pacifique et la transformation des conflits.

En général, ces activités ont connu la participation de 1564 personnes, dont 1052 femmes.

Ces femmes leaders ont en outre organisé en mars, en octobre et en novembre 2016, trois conférences débat à Rutshuru centre et à Rugari avec pour objectif de sensibiliser les populations au respect des droits humains en général et à la protection de ceux des femmes en particulier. Ces trois activités avaient quant à elles connu la participation de 2345 personnes dont 1567 femmes.

Soucieuses de propager les messages de paix et de cohabitation pacifique entre les communautés, ces femmes leaders ont franchi les limites de leur territoire de Rutshuru et se sont retrouvées dans le territoire de Lubero, à Luhanga et Kanyabayonga où elles ont formé et sensibilisé 3876 personnes dont 2789 femmes.

Dans le souci d'apporter leur appui et participer au processus de paix, ces femmes ont rencontré les chefs des groupes armés Mayi-Mayi et Nyatura pour éveiller leur conscience à la culture de la paix, à la cessation des hostilités et à la cohabitation pacifique.

## Résultats obtenus de ces échanges, causeries et ateliers

Les actions menées par les femmes leaders de Rutshuru ont abouti à des résultats ci-dessous présentés.

- En mars 2013, un peu après la sortie du M23, 11 jeunes garçons dont 5 mineurs avaient remis leurs armes à la MONUSCO à Kiwanja. Et actuellement ces jeunes vivent dans leurs familles respectives.
- Entre 2015 et 2016, 154 jeunes garçons ont été démobilisés de différents groupes Mayi-Mayi dont le Nyatura. La plupart travaillent actuellement dans le projet "Virunga S.A.R.L" et d'autres ont repris leurs études.
- Les sensibilisations et les formations organisées ont rendu les participantes capables de bannir la peur et de dénoncer les cachettes des éléments des groupes armés auprès des FARDC :
- Le chef rebelle du nom de Fidel Karayi a été tué en février 2015 à Kiringa, en groupement de Busanza par les FARDC car sa cachette avait été dénoncée par les femmes.
- Le chef rebelle nommé Kamudoka de

Kisharo, du groupe armé Nyatura a été tué par les FARDC le 19 mai 2015 grâce à la dénonciation de sa cachette par les femmes.

- Le chef Mayi-Mayi nommé Chuma avait lui aussi été tué par les FARDC en octobre 2015 grâce à la dénonciation faite par les femmes.
- Toujours grâce aux sensibilisations faites par les femmes, en date du 11 janvier 2017, à Rubare, 12 personnes adultes dont 1 femme se sont rendues avec leurs armes.
- Grâce à la dénonciation de sa cachette par les femmes, un bandit âgé de 25 ans a été arrêté à Nyongera/ Kiwanja le 20 février 2017 par les FARDC qui lui ont aussi ravi 5 armes.
- Grâce aux sensibilisations menées par ces femmes leaders, un enfant de 15 ans s'est rendu aux FARDC à Katwiguru en groupement de Binza en avril 2017.
- Au cours du même mois, 2 enfants se sont rendus avec leurs armes à la MONUSCO à Tongo.
- Le 7 août dernier, 6 jeunes garçons du groupe Mayi-Mayi dont 1 enfant de 15 ans se sont rendus avec 2 armes à la MONUSCO à Kiwanja.

## Impacts des actions des femmes

Comme impact, les sensibilisations à la cohabitation pacifique que mènent les femmes permettent aux membres de différentes communautés de se retrouver

négligées permet à ces derniers de reprendre le chemin de l'école ou de commencer une formation. Ce qui montre également à l'opinion générale que la place des enfants n'est pas dans les groupes armés et que le recrutement d'enfants est considéré comme un crime de guerre. Les actions des femmes ont également eu un impact positif sur le désarmement dans la mesure où, certaines personnes ont rendu leurs armes. Par ailleurs, l'engagement des femmes avec des leaders des groupes armés change la perception ordinaire de la femme au sein de la société. Ainsi, au-delà du statut de victime auquel elles sont généralement assimilées, elles sont donc perçues comme de véritables actrices de paix au sein de leurs communautés respectives.

## Des activités modèles pour la paix

Ces activités menées par les femmes leaders du territoire de Rutshuru ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux multiples efforts et activités que les femmes de tous les coins de la RDC et du monde entier mènent dans la recherche de la paix.

La Section Genre de la MONUSCO-Goma a documenté le travail abattu par ces femmes afin de le partager pour les rendre plus visibles.

Cela pourrait éveiller les consciences et aider à comprendre que les femmes participent aussi au processus de paix bien que leurs apports et efforts restent



Femmes et processus de paix dans le territoire de Rutshuru

ensemble, de dialoguer, de chanter et même de danser ensemble au nom de la paix. Ce qui a nettement amélioré la cohésion sociale. Il est aussi important de mentionner que la dénonciation des positions avec les actions qui s'en suivent redonnent une confiance à la population du point de vue sécuritaire. La libération des enfants des rangs des forces

volontairement minimisés ou peu mentionnés.

Il est donc recommandé d'éradiquer les mesures et pratiques discriminatoires afin de faire participer les femmes à tous les programmes, à toutes les activités et à toutes les politiques qui visent à promouvoir la paix, la sécurité et le développement. ■



Mme Vijaya Lakshmi Pandit, de l'Inde, élue présidente de la huitième session de l'Assemblée générale, aux côtés de Dag Hammarskjöld, Secrétaire général de l'ONU, à cette époque.

## Non ce n'est pas la fête des femmes !

Ce n'est pas non plus « la Journée de la femme » comme on peut l'entendre le 8 mars, de ci de là. Des femmes se sont vues ce jour-là offrir des fleurs, des pagnes; il y en a même, et c'est véridique, une qui a reçu de son mari une marmite. Une marmite, on est sérieux là ? Ce qu'il est dommage de constater c'est qu'une bonne majorité d'hommes et de femmes, aussi, n'a toujours rien compris à la célébration de la « Journée de lutte pour les droits des femmes. » Reprenons dès le début pour permettre à tous de saisir l'importance de cette célébration.

✂ Par Aïssatou Laba Touré / MONUSCO

**V**oilà ce que dit l'ONU sur l'initiative de cette Journée: *"la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes est célébrée dans de nombreux pays à travers le monde. C'est un jour où les femmes sont reconnues pour leurs réalisations, sans égard aux divisions, qu'elles soient nationales, ethniques, linguistiques, culturelles, économiques ou politiques. C'est une occasion de faire le point sur les luttes et les réalisations passées, et surtout, de préparer l'avenir et les opportunités qui attendent les futures générations de femmes. La Journée internationale des femmes est apparue dans le contexte des mouvements sociaux au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle en Amérique du Nord et en Europe".* Voici donc la chronologie des événements marquant de cette lutte pour la reconnaissance des droits des femmes. On y voit que les femmes n'avaient pas attendu l'ONU pour réclamer de véritables mesures visant l'égalité. Aujourd'hui encore, la question est au cœur des préoccupations des Nations Unis. Mais la mobilisation remonte à bien avant, au tout début du XX<sup>ème</sup> siècle !

L'histoire de la Journée internationale des femmes commence en **1909** où, conformément à une déclaration du Parti socialiste américain, la première Journée nationale de lutte pour les droits des femmes a été célébrée sur l'ensemble du territoire des États-Unis d'Amérique le 28 février. En **1910**, l'Internationale socialiste réunie à Copenhague instaure une Journée Internationale des femmes, sur proposition d'une femme nommée Clara Zetkin pour rendre hommage au mouvement en faveur des droits des femmes et pour aider à obtenir le suffrage universel des femmes. La proposition a été approuvée à l'unanimité par la conférence qui comprenait plus de 100 femmes venant de 17 pays, dont les trois premières femmes élues au Parlement finlandais. Aucune date précise n'a été fixée pour cette célébration. En **1911**, à la suite de la décision prise à Copenhague l'année précédente, la Journée Internationale des Femmes a été célébrée pour la première fois, le 19 mars, en



Clara Zetkin et de Rosa Luxemburg (1910). Photo prise d'elles sur leur chemin vers le congrès du parti socialiste SPD à Magdeburg. Elles n'avaient pas encore le droit au vote parce que femmes !



Allemagne, en Autriche, au Danemark et en Suisse, où plus d'un million de femmes et d'hommes ont assisté à des rassemblements. Outre le droit de voter et d'exercer une fonction publique, elles exigeaient le droit au travail, à la formation professionnelle, ainsi que l'arrêt des discriminations sur le lieu de travail.

En 1913, dans le cadre du mouvement pacifiste qui fermentait à la veille de la Première Guerre mondiale, les femmes russes ont célébré leur première Journée internationale des femmes le dernier dimanche de février. Dans les autres pays d'Europe, le 8 mars ou à un ou deux jours de cette date, les femmes ont tenu des rassemblements soit pour protester contre la guerre, soit pour exprimer leur solidarité avec leurs sœurs.

En 1917, deux millions de soldats russes ayant été tués pendant la guerre, les femmes russes ont de nouveau choisi le dernier dimanche de février pour faire la grève pour obtenir "du pain et la paix". Les dirigeants politiques se sont élevés contre la date choisie pour cette grève, mais les femmes ont passé outre. On nous dit que le reste se trouve dans les livres d'histoire car quatre jours plus tard, le tsar a été obligé d'abdiquer et le gouvernement provisoire a accordé le droit de vote aux femmes.

La Charte des Nations Unies, adoptée en 1945, aura été le premier instrument international à affirmer le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Depuis, l'ONU a contribué à créer un héritage historique et internationalement reconnu de stratégies, de normes, de programmes et d'objectifs destinés à améliorer la condition des femmes dans le monde.

En 1975, lors de l'Année internationale de la Femme, l'Organisation des Nations Unies a commencé à célébrer la Journée internationale des Femmes le 8 mars. Les Nations Unies officialisent la Journée internationale de la femme», invitant chaque pays à consacrer une journée aux droits des femmes et à la paix internationale. En 1977, réunie en séance plénière le 16 décembre, l'Assemblée générale des Nations Unies demande à tous les pays de la planète de s'efforcer de créer des conditions favorables à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à leur pleine participation, sur un pied d'égalité, au développement social (résolution 32/142) et : "invite tous les États à proclamer, comme il conviendra en fonction de leurs traditions et coutumes historiques et nationales, un jour de l'année Journée des Nations Unies pour les droits de la femme et la paix internationale".

En 1995, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, qui constituent une feuille de route de portée historique, sont adoptés par 189 gouvernements lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Ils contiennent des engagements complets en réponse à 12 domaines critiques et constituent encore une puissante source d'orientation et d'inspiration. Le Programme d'action projette un monde où chaque femme et chaque fille peut exercer ses libertés et ses choix et connaître et comprendre tous ses droits, notamment le droit de vivre sans violence, le droit à l'éducation, le droit de participer à la prise de décision et le droit de recevoir un salaire égal pour un travail égal.

Le combat continu au XXI<sup>ème</sup> siècle, en 2014, la 58<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW), qui est le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, avait pour thème prioritaire : les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en faveur des femmes et des filles. Les institutions de l'ONU et des ONG accréditées du monde entier ont examiné les progrès accomplis et les défis qu'il reste à relever en vue d'atteindre ces objectifs. [\*]

En 2017, le harcèlement sexuel, la violence et la discrimination à l'encontre des femmes ont fait la une des médias et ont fortement suscité un débat public stimulé par une détermination affirmée à instaurer un changement. Dans le monde entier, des personnes se mobilisent pour un avenir plus équitable. Cette mobilisation a pris la forme de marches et de campagnes mondiales, dont la campagne #MeToo aux États-Unis d'Amérique et les actions équivalentes menées dans d'autres pays, protestant contre le harcèlement sexuel



Une manifestation des femmes brésiliennes, comme il y en a eu des centaines à travers le monde

et la violence. Il est suivi du mouvement #Time's up, "The Time is Now" ou l'heure est venue de ne plus se taire. La parole des femmes se libère.

En 2018, faisant écho au thème prioritaire de la 62<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, la Journée de lutte pour les droits des femmes a attiré l'attention sur les droits et l'activisme des femmes rurales qui, bien qu'elles représentent plus d'un quart de la population mondiale, sont laissées pour compte dans chaque aspect de développement. La Journée internationale des femmes 2018 a été l'occasion de transformer cette dynamique en action, de favoriser l'autonomisation des femmes dans tous les contextes – ruraux et urbains – et de célébrer les activistes qui travaillent sans relâche à revendiquer les droits des femmes et à réaliser leur plein potentiel.

Au fil des ans, l'ONU et ses institutions spécialisées ont favorisé la participation des femmes, en tant que partenaires égales des hommes, à la réalisation du développement durable, de la paix, de la sécurité et au plein respect des droits de l'homme. Favoriser l'autonomie des femmes continue d'être un élément au cœur des efforts entrepris par l'ONU en vue de relever les défis sociaux, économiques et politiques dans le monde. Le chemin a été et continuera d'être long et chaotique mais les femmes tiendront bon ! ■

# La MONUSCO condamne des attaques ciblées contre des civils et renforce sa présence en Ituri

Depuis l'éruption, à la mi-décembre, d'une nouvelle vague de violences dans le territoire de Djugu, en province de l'Ituri, au nord-est de la République démocratique du Congo, les chiffres disponibles font état de plus de 150 personnes massacrées, en majorité des femmes et des enfants et 350 000 déplacés internes dont près de 50 000 sont installés dans la ville de Bunia. A ces chiffres s'ajoutent, depuis le début du mois de janvier, près de 45 000 réfugiés congolais qui ont débarqué sur les côtes ougandaises du lac Albert pour échapper aux attaques, selon un décompte provisoire du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Pour sa part, l'UNICEF estime que plus de 100 écoles ont interrompu les cours, privant environ 30 000 enfants de leur scolarité.

✂ Par Guy Karema/MONUSCO



Casques bleus déployés en Ituri pour protéger les populations civiles

**D**ans un communiqué de presse, rendu public le dimanche 4 mars 2018, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Madame Leila Zerrougui, s'est dite profondément préoccupée par les actes de violence dans le territoire de Djugu qui ont entraîné la mort de plusieurs dizaines de personnes depuis janvier dernier, et plus particulièrement pour le carnage dans la localité de Maze, le jeudi 1er mars 2018, qui a visé essentiellement des femmes et des enfants.

*"Je suis profondément choquée par cette attaque qui a ciblé des civils et par le fait que la majorité des victimes soient des femmes et des enfants. Je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes et à tous ceux qui sont affectés par cet acte horrible",* a dit la cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

En plus des attaques, le communiqué de la MONUSCO indique que des rapports des collègues sur place, dans la province de

l'Ituri, font état, depuis plusieurs semaines, de maisons et habitations incendiées, de déplacements forcés, d'actes de violence sexuelle dirigés contre les femmes.

La cheffe de la MONUSCO, Madame Leila Zerrougui, demande aux autorités de faire rapidement la lumière sur ces violences.

*"Je condamne toutes formes de violences et j'appelle les autorités à enquêter rapidement sur cette attaque et à veiller à ce que la justice soit pleinement rendue. Les auteurs de ces actes doivent être tenus pour responsables",* a ajouté Mme Zerrougui.

## Chronologie des événements

Les premiers incidents, pour cette nouvelle crise dans la province de l'Ituri, ont commencé, en effet, à la mi-décembre 2017. La presse avait alors fait état de deux personnes tuées, dont un militaire des FARDC, des maisons d'habitation incendiées dans le village de Tété, dans la collectivité de Walendu Pitsi et à Blukwa, en chefferie de Bahema Nord, dans le territoire de Djugu.

Des sources concordantes avaient rapporté que l'attaque de certaines femmes paysannes par des présumés Lendu Pitsi était à l'origine de cette situation. En représailles, les familles des victimes avaient alors incendié des maisons à Tété.

La tension qui était restée perceptible, en dépit des appels au calme lancés par les leaders des communautés Lendu et Hema, à Bunia, a atteint son paroxysme au début du mois de février 2018. Dans la nuit du 3 au 4 février 2018, les localités de Blukwa et Drodro, dans le territoire de Djugu, furent attaquées par des hommes munis de diverses sortes d'armes blanches dont des flèches, des lances et des machettes. Rien qu'en une nuit, le bilan fourni par les officiels congolais, ainsi que des humanitaires, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), parle de plus de soixante morts, des milliers des cases incendiées, plus de deux cent mille personnes déplacées éparpillées dans les villages des territoires voisins d'Irumu, de Mahagi et en Ouganda voisin.

Depuis cette date, les attaques se sont multipliées obligeant le peu d'habitants du territoire de Djugu qui n'a pas fui à passer des nuits cauchemardesques. Selon des témoignages dignes de foi, les attaques se sont encore intensifiées en date du 1er mars 2018 quand des assaillants, armés de machettes, flèches, lances et fusils ont attaqué le village de Maze, en chefferie des Bahema Nord, à plus ou moins 5 km de la paroisse catholique de Drodro, dans le territoire de Djugu. En plus des incendies des maisons, ils ont opéré un horrible carnage humain. 49 corps dont des corps mutilés des femmes et des enfants étaient visibles après leur passage.

Les autres attaques meurtrières ont été enregistrées simultanément dans quatre différentes localités du territoire de Djugu où 41 personnes ont été tuées par des assaillants dans la nuit du 12 au 13 mars 2018. Il s'agit des villages de Kayuba où 19 personnes ont été tuées ; des villages de Jo et Gbi dans la collectivité de Bahema Nord où 20 personnes, dont dix par localité, ont été tuées par des assaillants. Dans le village de Ngaliko, en chefferie de Walendu Tatsi, cette fois-ci, des assaillants venus d'un village voisin ont tués deux personnes et une autre a été emmenée vers une destination inconnue.

### Les efforts de la MONUSCO pour stabiliser la situation

Dès les premiers jours de cette crise, le 10 février 2018, la MONUSCO a déployé une première base militaire temporaire au chef-lieu du territoire de Djugu et dans la localité de Fataki. L'arrivée de ces soldats de la paix sur le champ de bataille a été saluée par les autorités locales et a rassuré la population.

Une deuxième base militaire temporaire a été ouverte à la mi-février à Blukwa, chef-lieu des Bahema Nord et épice de l'actuel conflit qui sévit dans le territoire de Djugu.

"Nous avons des troupes à Kisangani, nous les avons déployées dans le territoire de Djugu, on va rester là-bas pour la durée nécessaire", a déclaré à la presse, en Ituri, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo pour les opérations et l'Etat de droit, M. David Gressly.

Une troisième base temporaire des casques bleus de la MONUSCO a été déployée le 12 mars 2018 à Lita, localité située à 20 kilomètres au Nord de Bunia.

"Ces actions se poursuivront par d'autres déploiements dans les prochains jours. En outre, les troupes onusiennes déployées dans



Femmes, baluchons sur la tête, en errance avec leurs enfants à la suite de conflit armé

ces zones ont intensifié leurs opérations par la projection d'un haut niveau de patrouilles et de déploiements robustes pour aider à assurer une protection dynamique des civils", explique le Major Adil Essherir, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Par ailleurs, rencontrant, à Bunia, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la sécurité, M. Henri Mova Sakanyi, le 12 mars 2018, le Représentant spécial adjoint du SG de l'ONU pour les opérations et l'Etat de droit en RDC, M. David Gressly, a réaffirmé la disponibilité de la MONUSCO à accompagner le gouvernement avec l'appui logistique nécessaire pour soutenir les efforts de pacification de la région.

Parallèlement à ce déploiement des militaires sur le terrain, le bureau MONUSCO, à Bunia, a entamé aussi un travail de bons offices. Son chef de bureau intérimaire, M. Julius Fondong, a rencontré, à plusieurs reprises, séparément les leaders des deux communautés Hema et Lendu ainsi que les différentes autorités provinciales de l'Ituri. Par ailleurs, le bureau MONUSCO envisage d'organiser incessamment un atelier qui va regrouper tous les protagonistes et qui va porter sur "le dialogue structuré pour la transformation des conflits communautaires dans le territoire de Djugu". Cet atelier, s'inscrit dans le cadre de l'appui aux

autorités étatiques et à la société civile dans la priorisation et la gestion des conflits communautaires violents dans le territoire de Djugu. Il va constituer un cadre favorable pour comprendre exactement ce qui se passe dans le territoire de Djugu.

"Je crois qu'on peut trouver une sécurisation de cette zone mais après, il faut un dialogue fiable qui va réduire les tensions qui existent dans ce territoire. On veut vraiment attaquer ce problème. On va renforcer notre bureau dans l'Ituri, pas seulement du côté de notre force, mais aussi, du côté civil pour aider dans ce dialogue qui est hautement nécessaire maintenant", affirme M. David Gressly.

Entre 1999 et 2003, la province de l'Ituri avait été le théâtre d'un violent conflit entre les communautés Lendu et Hema, qui avait fait plusieurs dizaines de milliers de victimes jusqu'à l'intervention de la force européenne Artémis.

Les violences actuelles, selon de nombreux analystes, sont assez différentes de celles du conflit qui a opposé les ethnies Hema et Lendu depuis plusieurs décennies. "Les causes aujourd'hui peuvent être multiples et sont encore à élucider, car non clairement exprimées", prévient la communauté iturienne de Kinshasa dans un communiqué. ■



---

# JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

---



En ligne

**ECHOS de la MONUSCO**

<http://monusco.unmissions.org/publications>